

— Observatoire de l'emploi des entrepreneurs —
**Record des pertes d'emploi de chefs d'entreprise :
33 341 entrepreneurs touchés au premier semestre 2026**

Selon l'Observatoire de l'emploi des entrepreneurs de l'association GSC et la société Altares, le nombre de pertes d'emploi est au plus haut au S1 2026, avec une augmentation de près de 7 % par rapport à la même période l'an dernier.

- Même les entrepreneurs les plus expérimentés restent exposés : les situations de « chômage » des dirigeants de PME de plus de 50 salariés augmentent de près de 52 %.
- Les pertes d'emploi s'accroissent dans les secteurs des services aux entreprises, comme aux particuliers.
- Au S1 2026, plus de 180 chefs d'entreprise ont perdu leur emploi chaque jour.

La situation se dégrade pour les dirigeants de PME

Si les **dirigeants d'entreprise de moins de trois salariés demeurent les plus touchés, concentrant près de 75 % des pertes d'emploi** enregistrées au premier semestre 2026, les entrepreneurs à la tête de structures plus importantes ne sont pas épargnés. Les **dirigeants de PME d'au moins 20 salariés sont eux aussi fortement affectés** (694 entrepreneurs), avec une dégradation particulièrement marquée dans les entreprises de plus de 50 salariés, où les pertes d'emploi progressent de plus de 50 %.

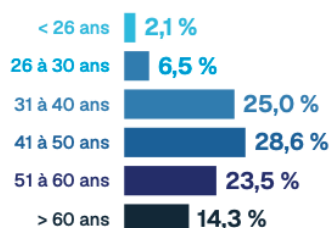
Cette tendance se reflète également dans le chiffre d'affaires. La **situation se fragilise** notablement pour les dirigeants réalisant plus de cinq millions d'euros (+ 26,4 %). Cette augmentation est encore plus marquée **pour les entreprises dépassant dix millions d'euros** (+ 47,3 %).

« La perte d'emploi du dirigeant peut toucher tous les profils d'entrepreneurs. Au premier semestre 2026, les chefs d'entreprise concernés exerçaient leur fonction depuis près de 10 ans en moyenne. Cette durée atteint même près de 20 ans pour les dirigeants de PME de plus de 20 salariés. Ces données rappellent une réalité essentielle : aucun chef d'entreprise n'est à l'abri. Si les dirigeants de jeunes structures, souvent plus fragiles, sont particulièrement exposés, ceux d'entreprises plus matures le sont également. C'est pourquoi il est indispensable d'intégrer ce risque dans sa réflexion et de l'anticiper en s'appuyant sur des dispositifs de protection adaptés, comme la GSC. » **commente Hervé Kermarrec, président de l'association GSC.**

L'âge médian des dirigeants ayant perdu leur emploi poursuit sa progression pour atteindre 46,8 ans au S1 2026 (vs 46 ans au S1 2025). Dans le détail, un quart des entrepreneurs concernés sont âgés de 41 à 50 ans (8 829).

La hausse est toutefois particulièrement marquée chez les plus jeunes : les 26-30 ans enregistrent la plus forte progression des pertes d'emploi (+ 9,1 %).

Tranches d'âge des chefs d'entreprise



Evolution S1
2025/2026

+2,9 %
+9,1 %
+6,7 %
+4,6 %
+3,7 %
+4,7 %

2 445 chefs d'entreprise n'ont pas répondu à cette question.
Soit base de calcul : 30 896

Les chefs d'entreprise de la construction et du commerce en première ligne

Au S1 2026, **près d'un entrepreneur sur quatre ayant perdu son emploi en France dirigeait une entreprise de construction**. Bien que la tendance marque le pas ces dernières années, le secteur demeure le plus impacté avec 7 718 chefs d'entreprise concernés sur les six premiers mois de 2026 (- 0,2 % vs S1 2025).

La situation du bâtiment de second œuvre, qui représente plus de la moitié des pertes d'activité du secteur, est particulièrement sensible (+ 5,3 % ; 4 262 entrepreneurs). À l'inverse, les travaux publics enregistrent une baisse de 15,1 % des pertes d'activités, mais restent sous tension compte tenu du contexte économique et de la situation financière des collectivités locales.

Le commerce est le deuxième secteur le plus touché avec 6 971 femmes et hommes affectés (+ 3,7 %).

Dans le détail, les difficultés du commerce et de la réparation de véhicules, déjà marquées en 2025, se poursuivent (+ 9,5 % ; 1 553). La situation apparaît également tendue pour les boulangers, pâtisseries et confiseurs en magasin spécialisé, où les pertes d'emploi ont bondi de 51,2 %.

Le secteur de l'hébergement, restauration, débits de boisson reste fortement sous pression au S1 2026 avec une augmentation de 10,4 % des pertes d'emploi soit 5 057 chefs d'entreprise concernés.

Si la restauration concentre toujours l'essentiel des situations recensées (80 % du secteur), la dégradation est considérablement marquée dans l'hébergement (+ 31,4 %).

Les activités d'assurances et financières se démarquent par une augmentation significative des pertes d'emploi de 30,6 %.

Le domaine des services, qu'il s'agisse des activités destinées aux entreprises ou aux particuliers, est fortement touché en ce début d'année 2026.

- Les services aux entreprises enregistrent une hausse de 15,2 % des pertes d'emploi (4 770 entrepreneurs). Certains métiers semblent particulièrement fragilisés par l'intelligence artificielle et les difficultés à adapter leur modèle d'activité, notamment les services administratifs combinés de bureau (+ 70,3 %) ou encore le conseil (+ 12,1 %).
- Les services aux particuliers accusent également une forte augmentation (+ 14,2 % ; 1 655). Les professionnels de l'entretien corporel figurent parmi les plus affectés, avec une progression de 60,5 %.

1 994 chefs d'entreprise ont perdu leur emploi au S1 2026 **dans l'industrie**. Si le nombre **reste plutôt stable** (- 0,1 %), le niveau demeure très élevé et confirme la persistance de difficultés dans le secteur. C'est notamment le cas dans la filière bois et matériaux de construction (+ 15,2 %).

↗ Secteur • Répartition • Evolution S1 2025/2026

↗	Activités d'assurance et financières • 1,1 % • +30,6 %
↗	Agriculture • 1,6 % • +9,7 %
↗	Commerce • 20,9 % • +3,7 %
↘	Construction • 23,1 % • -0,2 %
↗	Hébergement, restauration, débits de boissons • 15,2 % • +10,4 %
↘	Industrie • 6,0 % • -0,1 %
↗	Information & communication • 3,3 % • +0,8 %
↗	Services aux entreprises • 14,3 % • +15,2 %
↗	Services aux particuliers • 5,0 % • +14,2 %
↗	Transport & logistique • 4,8 % • +6,2 %
↗	Autres activités • 4,7 % • +26,5 %

Des tensions généralisées mais des contrastes régionaux marqués

La région **Hauts-de-France** affiche la plus forte hausse de pertes d'emploi avec + 11,0 % (2 543 dirigeants). Région historiquement industrielle, ce secteur compte parmi les plus sous pression au S1 2026 dans la région (+ 32,8 %).

Première région économique du pays, **l'Île-de-France concentre près d'un quart des pertes d'emploi du territoire**. 7 860 chefs d'entreprise s'y sont retrouvés sans activité au S1 2026, soit une augmentation de 5,8 %. Reflet de la tendance nationale, la construction (1 877 dirigeants touchés), le commerce (1 473) et les services aux entreprises (1 436) y sont les secteurs les plus impactés.

Après plusieurs années de difficultés, la tendance continue de se dégrader en **Auvergne-Rhône-Alpes**. La région subit une hausse de 8,6 % des situations de perte d'activité, soit 4 076 entrepreneurs affectés. Les services aux particuliers concentrent les plus fortes tensions (+ 17,8 %).

En **Nouvelle-Aquitaine**, la situation reste très fragile, avec 3 190 pertes d'emploi (+ 9,6 %). Bien que les tensions semblent se résorber à l'échelle régionale (+ 18 % entre S1 2024 et S1 2025), elles restent très marquées dans certains départements comme la Gironde (+ 23,2 %) et la Corrèze (+ 20,2 %).

La **Bourgogne-Franche-Comté, la Bretagne et l'Occitanie** subissent également une hausse supérieure à la moyenne nationale avec respectivement + 9,6 % (1 082 entrepreneurs), + 7,4 % (1 212) et + 6,8 % (2 997).

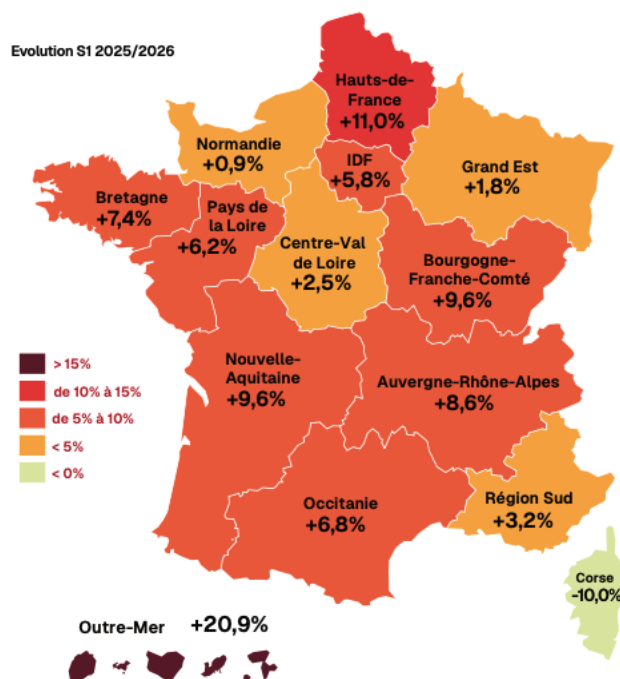
En **Pays de la Loire**, 1 415 femmes et hommes se sont retrouvés sans emploi, soit une augmentation de 6,2 %, légèrement inférieure à la moyenne nationale.

3 032 chefs d'entreprise ont perdu leur emploi en région **Provence-Alpes-Côte d'Azur** (+ 3,2 %). Les Bouches-du-Rhône représentent près de quatre pertes d'emploi sur dix dans la région.

En **Centre-Val de Loire**, 1 079 dirigeants se sont retrouvés sans emploi au S1 2026 (+ 2,5 %). Les agriculteurs figurent parmi les plus touchés, avec une progression de 62,1 % des pertes d'activité.

En **Grand Est**, 2 181 chefs d'entreprise ont cessé leur activité, soit une augmentation contenue de 1,8 %. La situation demeure toutefois contrastée selon les départements : le Haut-Rhin voit ses pertes d'emploi grimper de 41,4 % alors que dans l'Aube, le nombre baisse de 24,6 %.

La Normandie enregistre le taux le plus bas (+ 0,9 % ; 1 249). Le Calvados connaît la plus forte évolution avec + 22,7 %.



Pour Thierry Millon, directeur des études Altares : « *Le baromètre de mi-année témoigne de l'ampleur de la crise qui frappe le tissu économique : plus de 33 000 dirigeants ont perdu leur emploi à la suite de la liquidation de leur entreprise, et dans leur sillage environ 80 000 salariés. Derrière ces chiffres se cachent autant de chocs professionnels, financiers et familiaux. Si l'échec entrepreneurial est aujourd'hui mieux compris et accompagné, il appartient toutefois à chaque chef d'entreprise d'anticiper ce risque et de s'y préparer. Le retour à l'emploi du dirigeant dans le cadre d'un nouveau projet ou en rejoignant une autre organisation, c'est non seulement une expérience préservée mais aussi un potentiel levier de création d'emplois salariés.* »

Méthodologie

Les données sont issues de l'analyse des entreprises, hors sociétés civiles et associations, placées directement, par conversion ou par résolution du plan en liquidation judiciaire par le Tribunal de Commerce ou Judiciaire. Ne sont pas intégrées les procédures de fermeture ou dissolution à l'amiable de même que les révocations des mandataires sociaux.

À propos de l'association GSC

Depuis plus de 45 ans, la GSC est la réponse élaborée par les organisations patronales face au besoin de protection chômage des chefs d'entreprise et indépendants. L'association GSC est l'association qui a souscrit le contrat d'assurance de groupe GSC auprès d'un pool d'assureurs (Groupama, Allianz, Generali, SMABTP). Elle est administrée par le Medef, Les Entrepreneurs et l'U2P qui l'ont conçue en 1979. Elle veille aux intérêts des dirigeants affiliés au régime. La gestion du régime a été confiée à Groupama – GAN Assurances.

À propos d'Altare

Altare est l'expert de la donnée d'entreprise, créateur de solutions de pilotage et d'indicateurs de la santé économique et extra-financière des entreprises et des organismes publics, au sein de leur écosystème.

Grâce à ses outils et ses informations, Altare aide les responsables des structures privées et publiques, de toute taille et de tout secteur d'activité, à prendre sereinement des décisions éclairées.

Partenaire exclusif en France, au Benelux et au Maghreb de Dun & Bradstreet, 1er réseau international d'informations sur les entreprises, Altare s'appuie sur une base de données mondiale de plus de 600 millions d'entités légales (dont 11 millions en France) pour aider les acteurs économiques à se développer durablement, en intégrant, entre autres, les enjeux essentiels de conformité et de RSE.